

EDUCATION, SANTÉ, LOGEMENT... :

LA BOURGEOISIE ATTAQUE, NE LA LAISSONS PAS FAIRE !

MOINS DE MOYENS, PLUS DE PRÉCARITÉ : UNE LOGIQUE QUI RÈGNE DEPUIS BIEN TROP D'ANNÉES !

Dans l'éducation comme ailleurs, les quartiers populaires sont les premiers touchés : les écoles du 93 sont celles où on trouve le plus grand taux de précarité : 300 contractuels, des enseignants non remplacés, une réforme du collège qui aggrave les inégalités entre établissements et entre quartiers... Et partout, le ras-le-bol des conditions de travail qui se dégradent. Pour toute réponse, le gouvernement jette de la poudre aux yeux (création de postes d'enseignants qui ne sont pas à la hauteur de ce qui a été perdu), ou en appelle au fatalisme (c'est la crise, les restrictions budgétaires sont inévitables). Mais pour les guerres, les bombardements et l'état d'urgence, pas de restrictions budgétaires ! Les restrictions sont sélectives : le capitalisme est en crise, il choisit où il fait des économies.

NOUS SOMMES DANS UNE SOCIÉTÉ DE CLASSE, L'ÉCOLE LA REPRODUIT !

Si les établissements parisiens sont mieux dotés que ceux du 93, ce n'est pas un hasard, encore moins une erreur de calcul. L'école a pour but de reproduire la société capitaliste, en sélectionnant les élèves : d'un côté les bons éléments, ceux qui sont adaptés au système éducatif, feront des études supérieures, finiront cadres, ingénieurs... ; de l'autre ceux qui auront les emplois les moins qualifiés, subiront la précarité et le chômage. En temps de crise, cette sélection se fait encore plus dure : le système capitaliste n'a plus besoin de l'ascension sociale des enfants de prolétaires.

LA GALÈRE SOCIALE : ON EN A MARRE !

Les prolétaires des quartiers populaires sont les premières victimes des restrictions budgétaires dans tous les services publics : suppression de bureaux de poste, d'agences de la CAF et de Pôle Emploi, obligeant les habitants des quartiers à des temps de trajet et d'attente sans cesse plus longs. Dégradation des conditions de travail des assistant-e-s social-e-s, des infirmier-e-s, suppressions de postes dans les hôpitaux, délais d'attente faramineux pour l'attribution de logements sociaux, réforme territoriale au détriment des salariés et des usagers... Les attaques sont globales et incessantes, la galère s'aggrave dans chaque aspect de la vie quotidienne !

FACE AUX ATTAQUES, ORGANISONS-NOUS !

Si aucun mouvement social d'ampleur ne se dessine, cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de résistances. Ces dernières années, les mobilisations dans les écoles et les collèges ont permis de limiter les dégâts. Elles montrent que la solidarité s'organise entre personnels et parents. Les mobilisations dans les hôpitaux et à la Poste permettent de faire reculer le gouvernement. Il faut s'appuyer sur ces luttes pour montrer que la logique du capital n'est pas inéluctable.

Profitons de cette grève du mardi 26 janvier pour nous organiser, dans nos quartiers, sur nos lieux de travail. Pour défendre nos droits à une vie meilleure.

Et rappeler que face au capitalisme qui détruit nos vies, la seule solution est de détruire ce système. Pour construire une société où se loger, se soigner, s'éduquer soit un droit et non un combat ! Cette société, nous l'appelons le communisme.

**CONSTRUISONS NOTRE CAMP
FACE AUX ATTAQUES ET AU MÉPRIS DE LA BOURGEOISIE !**

OCML VOIE PROLETARIENNE



VP-PARTISAN.ORG